



Secrétariat général

strategie-stromnetze@bfm.admin.ch

Office fédéral de l'énergie
Section NE
3003 Berne

Genève, le 23 février 2015
YF/3199 – FER 67-2014

Stratégie Réseaux électriques

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir consultés sur l'objet susmentionné et nous nous permettons de vous transmettre ci-après nos considérations.

1. Présentation générale

Le 14 juin 2013, le Conseil fédéral a accepté le concept détaillé et relatif à la Stratégie Réseaux électriques et a pris la décision d'ancrer celle-ci dans la loi. Ce projet fait donc l'objet de cette présente consultation. Celui-ci prévoit une révision partielle de la loi sur les installations électriques (LIE) et de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI). L'objectif est la définition de règles contraignantes pour la planification et les processus de développement du réseau ainsi que pour la participation des milieux concernés. Il est à noter que la Stratégie Réseaux électriques fait partie de la Stratégie énergétique 2050, même si en l'espèce, il constitue un projet autonome. L'infrastructure du réseau actuel, qui est en partie âgée de plus de 40 ans, présente des goulets d'étranglement. De ce fait, le présent projet a pour objectif de fixer des règles claires afin de permettre la transformation et le développement nécessaires du réseau, ainsi que de trancher entre lignes souterraines et lignes aériennes. Quatre aspects essentiels sont traités dans ce projet :

1. **Règles d'évaluation des besoins de transformation et de développement du réseau électrique suisse** : la procédure de développement du réseau doit être mieux structurée, notamment par le biais de l'élaboration et l'adoption d'un scénario-cadre dans le domaine de l'énergie. La Stratégie Réseaux électriques prévoit aussi d'obliger les gestionnaires de réseau et les autorités à coordonner leurs actions ainsi que des principes de planification pour les gestionnaires de réseau.
2. **Optimisation des procédures d'autorisation pour les projets de ligne** : le règlement rapide des procédures d'autorisation pour le développement et la transformation des lignes électriques constitue l'une des conditions de la concrétisation dans les délais voulus des réseaux électriques nécessaires. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral a chargé

l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) d'examiner, tout en élaborant la Stratégie Réseaux électriques, comment améliorer le déroulement (gestion) des procédures d'autorisation.

3. **Critères et règles pour décider entre lignes souterraines et lignes aériennes :** la procédure de décision concernant la technologie de transport à utiliser va être améliorée. Dans la mesure des possibilités techniques, l'enfouissement d'une ligne électrique devrait survenir si les coûts globaux de réalisation et d'exploitation de la variante par câble n'excèdent pas d'un facteur déterminé (facteur de surcoût) les coûts totaux d'une variante par ligne aérienne techniquement équivalente. Le Conseil fédéral fixe ce facteur de surcoût.
4. **Plus de relations publiques et possibilité de participation :** l'OFEN est tenu d'informer davantage le grand public des aspects nationaux importants du développement du réseau et des possibilités de participation à la procédure.

2. Considérations

Notre Fédération est consciente du fait, qu'en leur qualité de chaînon entre production et consommation, les réseaux électriques revêtent une importance essentielle pour garantir l'approvisionnement en électricité. En effet, en absence de réseaux électriques performants et sûrs, des coupures de courants pourraient se produire, ce qui n'est souhaitable ni pour les entreprises, ni pour la population. En l'espèce, nous ne pouvons ici qu'encourager le développement de structures qui soient performantes, fiables et qui assurent sur le long terme la puissance énergétique voulue au bon fonctionnement de notre économie et de notre société.

Il est à noter que conformément à la décision du Conseil fédéral et du Parlement de sortir progressivement de l'énergie nucléaire, la Stratégie énergétique 2050 devra permettre la transformation et le développement de réseaux électriques et le stockage de l'énergie afin de faire face au développement des énergies renouvelables et aux fluctuations de l'injection qu'il implique. A ce titre, ce présent projet de loi apporte les premières incitations à développer les réseaux de distribution en réseaux intelligents (smart grids), ce qui est bien en soi. A l'avenir, il sera également nécessaire d'optimiser le raccordement du réseau suisse au réseau européen et au futur réseau électrique européen supergrid afin de s'assurer d'une sécurité d'approvisionnement maximale.

En Europe, les prix particulièrement bas de l'énergie mettent également sous pression le modèle d'affaires classique du commerce de l'électricité en Suisse, à savoir la rentabilité de la force hydraulique suisse. Par ailleurs, compte tenu des interconnexions et des interdépendances étroites et vu l'objectif de l'UE de réaliser un marché européen de l'électricité, la dimension paneuropéenne est déterminante pour la sécurité de l'approvisionnement en Suisse. Notre Fédération est d'avis qu'il est important que la Suisse participe non seulement aux organismes concernés de l'UE, mais qu'elle soit également étroitement reliée à l'Europe, tant commercialement que par son réseau, afin que les fluctuations de l'injection d'électricité renouvelable puissent être compensées à large échelle par les importations et les exportations.

Remarquons qu'aujourd'hui, la charge élevée du réseau de transport entraîne des restrictions de production en Suisse. Afin de parer à ce problème et d'intégrer à l'avenir dans le système d'approvisionnement énergétique une quantité croissante de production décentralisée et d'électricité renouvelable irrégulière, tout en continuant de garantir une sécurité d'approvisionnement élevée, il faut améliorer la flexibilité du système d'approvisionnement en électricité dans son ensemble. C'est ce que propose ce projet.

En termes de coûts, le Conseil fédéral évalue à 18 milliards de francs les coûts globaux relatifs à la rénovation et au développement du réseau de transport ainsi qu'au développement du réseau de

distribution. Sur ce point, nous pouvons regretter que le Conseil fédéral ne se soit pas penché davantage sur l'évaluation des coûts pour les entreprises et les ménages.

En conclusion, notre Fédération soutient la Stratégie Réseaux électriques. Pour garantir un approvisionnement électrique sûr, fiable et compétitif, il est indispensable de disposer d'une infrastructure de réseau moderne et performante, notamment dans la perspective de l'accord sur l'électricité prévu avec l'UE de même que dans celle du développement souhaité des énergies renouvelables. Dans ce contexte, il paraît cohérent de vouloir éliminer les congestions dans le réseau actuellement observables, de dimensionner le réseau de distribution pour répondre aux sollicitations irrégulières de la production électrique issue des énergies renouvelables, de développer des réseaux de distribution intelligents et d'améliorer le raccordement technique avec l'étranger.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce courrier et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Blaise Matthey'.

Blaise Matthey
Secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yannic Forney'.

Yannic Forney
Délégué

Stratégie Réseaux électriques

Projet mis en consultation

Catalogue de questions

Organisation prenant position:

Sommaire

Scénario-cadre	2
Détermination des besoins	2
Intérêt national	5
Coordination territoriale.....	5
Autorisation des projets	6
Vérification de l'efficacité des coûts.....	8
Information du public	9
Géodonnées.....	9

Comment répondre au catalogue de questions:

- Cocher une seule réponse par question
- Faites un double clic sur la case voulue et cliquez ensuite sur «Case activée».

Scénario-cadre

1. Etes-vous d'accord que le scénario-cadre énergétique soit inscrit dans la loi en tant que paramètre contraignant pour la planification du réseau par les gestionnaires de réseau?

Art. 9a, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

2. Etes-vous d'accord qu'une périodicité fixe soit ancrée dans la loi pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

3. Etes-vous d'accord avec une périodicité de 5 ans pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☐ Oui ☐ Non ☒ **Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

Détermination des besoins

4. Etes-vous d'accord d'inscrire dans la loi le principe RORE (Réseau Optimisé avant Renforcement avant Extension) comme faisant partie des principes techniques pour la planification du réseau?

Art. 9d, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

5. Etes-vous d'accord avec la définition du point d'injection pour les nouvelles installations de production?
 Art. 9c LApEI
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☐ Oui ☐ Non ☒ **Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

6. Etes-vous d'accord pour que les gestionnaires de réseau des niveaux de réseau 3 à 7 soient tenus d'associer de manière appropriée les cantons, les communes et les autres acteurs concernés dans le cadre de la détermination des besoins?
 Art. 9e, al. 2, LApEI
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

7. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant la transmission à l'ElCom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau?
 Art. 9b, al. 1, LApEI
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

8. Si vous avez répondu oui à la question 7: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois concernant la transmission à l'ElCom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?
 Art. 9b, al. 1, LApEI
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☐ Oui ☐ Non ☒ **Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

9. Etes-vous d'accord pour que l'ElCom examine à l'avenir les plans pluriannuels des gestionnaires de réseau et communique le résultat de son contrôle par écrit?
Remarque: conformément à l'art. 6, al. 1, let. a OApEl, les gestionnaires de réseau de distribution sont libérés de l'obligation d'établir des plans pluriannuels pour les réseaux dont la tension est égale à 36 kV (niveaux de réseau 5 et 7) et inférieure, de sorte que seuls les gestionnaires de réseau de transport et les gestionnaires de réseau de distribution du niveau de réseau 3 sont tenus d'établir des plans pluriannuels.
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

10. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant l'examen des plans pluriannuels par l'ElCom (après leur transmission)?
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

11. Si vous avez répondu oui à la question 10: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois pour l'examen des plans pluriannuels par l'ElCom après leur transmission? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☐ Oui ☐ Non ☒ Aucun avis

Remarques : Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

Intérêt national

12. Estimez-vous pertinent que les installations du réseau de transport présentent, de par la loi, un intérêt national et que le Conseil fédéral puisse reconnaître que d'autres installations du réseau de distribution à haute tension (niveau de réseau 3) peuvent également être d'intérêt national?

Art. 15d, al. 2 et 3, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.3 et 2.1

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

Coordination territoriale

13. Etes-vous d'accord pour que les lignes du niveau de tension 1 doivent continuer de faire, en principe, l'objet d'une procédure de plan sectoriel à l'avenir?

Art. 15e LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.4 et 2.1

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

14. Estimez-vous nécessaire que la procédure de plan sectoriel en 2 étapes (1^{ère} étape: fixation d'une zone de planification, 2^e étape: fixation d'un corridor de planification et détermination de la technologie de transport à employer) qui était réglée jusqu'ici à l'échelon de l'ordonnance soit réglementée désormais dans la loi? (Jusqu'ici: art. 1a à 1d de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans des installations électriques; RS 734.25; OPIE)

Art. 15e à 15j LIE

Rapport explicatif, 1.2.2.4 et 2.1

☐ Nécessaire ☐ Non nécessaire ☒ **Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

Autorisation des projets

15. Estimez-vous pertinent que l'autorisation des lignes du réseau de transport relève de la responsabilité directe de l'OFEN?

Remarque: une adaptation de l'article correspondant (art. 16, al. 2, let. b LIE) n'est pas encore prévue dans le cadre de la Stratégie Réseaux électriques, de sorte que l'OFEN est compétent pour les lignes du réseau de transport (niveau de réseau 1) uniquement dans la mesure où l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI n'a pas pu traiter les oppositions ou résoudre les désaccords avec les autorités fédérales impliquées.

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

16. Estimez-vous nécessaire que des alignements puissent être fixés afin de réserver à long terme les terrains nécessaires à l'extension ou à la rénovation d'une ligne existante?

Art. 18b LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☐ Non ☒ **Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

17. Comment jugez-vous le fait que l'OFEN puisse confier la réalisation de procédures d'approbation des plans à des personnes extérieures à l'administration?

Art. 17a LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ **Pertinent** ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques:

18. A votre avis, est-il pertinent que sur demande du gestionnaire du réseau de transport, l'autorité chargée de l'approbation des plans puisse ordonner que des mesures soient réalisées aux niveaux du réseau inférieurs (comme regroupement, câblage)?

Art. 15b, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ **Pertinent** ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques:

19. Pensez-vous qu'un facteur de surcoût (surcoûts liés à la réalisation de lignes souterraines au lieu de lignes aériennes) est une mesure appropriée et efficace pour développer et transformer les réseaux de distribution en temps utile (niveaux de réseau 3 à 7)?

Art. 15c LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☐ Non ☒ **Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

20. Etes-vous d'accord pour qu'une limite supérieure soit fixée dans la loi pour le facteur de surcoût et que la fixation du facteur de surcoût soit déléguée au Conseil fédéral en tenant compte de critères précis (degré de câblage, rémunération pour l'utilisation du réseau, évolution technologique, coûts d'enfouissement de la ligne)?

Art. 15c, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☐ Non ☒ **Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

21. Etes-vous d'accord avec la dérogation formulée à l'art. 15c, al. 3 et al. 4 LIE concernant la fixation du facteur de surcoût?

Art. 15c, al. 3 et al. 4, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☐ Non ☒ **Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

22. A votre avis, d'autres mesures permettant d'optimiser/d'accélérer la procédure d'autorisation devraient-elles être prises?
(Si vous répondez oui, faites svp des propositions concrètes)

☐ Oui ☐ Non **x Aucun avis**

Propositions concrètes / remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

Vérification de l'efficacité des coûts

23. Etes-vous d'accord pour que les coûts des gestionnaires de réseau pour les mesures d'information soient imputables?

Art. 15, al. 2, let. d, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☐ Oui ☐ Non **x Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

24. A votre avis, dans quelle mesure est-il pertinent que les coûts de mesures novatrices pour des réseaux intelligents (p. ex. smart grids) soient imputables, au vu de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral?

Art. 15, al. 3, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☐ Pertinent ☐ Non pertinent **x Aucun avis**

Remarques: Nous laissons les spécialistes de la question s'exprimer en la matière.

■ Information du public

25. Quel est votre avis concernant l'ancrage dans la loi de la compétence donnée au Conseil fédéral et aux cantons d'informer le public des aspects importants du développement du réseau et des possibilités de participation à la procédure?

Art. 9f LApEI

Rapport explicatif, 2.2 (développement du réseau et information du public)

☒ **Pertinent** ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques:

Géodonnées

26. Estimez-vous judicieux que l'OFEN établisse un aperçu global des installations électriques et le mette à la disposition du public?

Art. 26a LIE

Rapport explicatif, 2.1 et 5.5

☒ **Oui** ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

